

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 99 — 293

[C - 99/31026]

14 JANVIER 1999. — Décret abrogeant et remplaçant le décret du 16 décembre 1994 fixant la procédure d'enquête (1)

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté et Nous, Collège, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret abroge et remplace le décret du 16 décembre 1994 fixant la procédure d'enquête.

Art. 2. § 1^{er}. L'Assemblée de la Commission communautaire française, dans le cadre de la mission qu'elle définit, exerce le droit d'enquête par elle-même ou par une commission formée en son sein, pour toute affaire ayant un rapport avec les matières dont l'exercice lui est transféré en application de l'article 138 de la Constitution.

§ 2. Les enquêtes menées par l'Assemblée ne se substituent pas à celles du pouvoir judiciaire, avec lesquelles elles peuvent entrer en concours, sans toutefois en entraver le déroulement.

§ 3. La Commission est constituée et délibère conformément aux règles établies par l'Assemblée.

Lorsque l'exercice du droit d'enquête est confié à une commission, tout membre de l'Assemblée a le droit d'assister à l'enquête de la commission, à moins que l'Assemblée ou la commission ne décide le contraire.

Art. 3. Les réunions de l'Assemblée ou de la commission exerçant le droit d'enquête sont publiques. L'Assemblée ou la commission peut, à tout moment décider du huis clos.

Toute personne qui, à un titre quelconque, assiste ou participe aux réunions non publiques de l'Assemblée ou de la commission est tenue de respecter le secret des travaux. Toute violation de ce secret professionnel sera punie conformément aux dispositions de l'article 458 du Code pénal. Si la violation du secret professionnel émane d'un membre de l'Assemblée, il sera, en outre, sanctionné conformément au règlement de l'Assemblée.

Art. 4. § 1^{er}. L'Assemblée ou la commission, ainsi que leur président pour autant que ceux-ci y soient habilités, peuvent prendre toutes les mesures d'instruction prévues par le Code d'instruction criminelle.

Les membres de l'Assemblée ou de la commission sont tenus aux mêmes obligations que les juges d'instruction.

§ 2. Pour l'accomplissement de devoirs d'instruction qui devront être déterminés préalablement, l'Assemblée ou la commission peut adresser une requête au premier président de la Cour d'appel, qui désigne un ou plusieurs conseillers à la Cour d'appel ou un ou plusieurs juges du tribunal de première instance du ressort dans lequel les devoirs d'instruction doivent être accomplis. S'il s'agit du ressort de la Cour d'appel de Bruxelles, ce(s) conseiller(s) ou ce(s) juge(s) doi(ven)t être du rôle linguistique français.

Pour l'accomplissement de ces devoirs d'instruction, le magistrat désigné est placé sous la direction du président de la commission. Il établit un rapport écrit consignnant les résultats de son instruction.

Lorsque cela s'avère nécessaire, le magistrat désigné peut agir en dehors de son ressort et étendre son instruction à l'ensemble du Royaume.

§ 3. Lorsque les mesures d'instruction comportent une limitation de la liberté d'aller ou de venir, une saisie de biens matériels, une perquisition ou l'écoute, la prise de connaissance et l'enregistrement de communications et de télécommunications privées, l'intervention du magistrat désigné conformément au § 2 est obligatoire.

Les articles 35 à 39 et 90^{ter} à 90^{nonies} du Code d'instruction criminelle relatifs à la saisie de biens matériels et à l'écoute, à la prise de connaissance et à l'enregistrement de communications et de télécommunications privées sont applicables par le magistrat visé à l'alinéa précédent.

§ 4. Lorsque des renseignements doivent être demandés en matière criminelle, correctionnelle, policière et disciplinaire, l'Assemblée ou la commission adresse au procureur général près la Cour d'appel ou à l'auditeur général près la Cour militaire une demande écrite en vue de se faire délivrer une copie des devoirs d'instruction et des actes de procédure dont elle estime avoir besoin.

Si, par décision motivée ce magistrat estime ne pas pouvoir accéder à cette demande, l'Assemblée, la commission ou leur président peuvent introduire un recours auprès d'un collège constitué du premier président de la Cour de cassation, du président de la Cour d'arbitrage et du premier président du Conseil d'Etat.

Le collège siège à huis clos et règle la procédure. Il peut entendre, dans les délais les plus brefs, le président de la commission et le magistrat concerné. Il tranche le conflit de manière définitive et par décision motivée rendue en séance publique, en tenant compte des intérêts en présence et, en particulier, du respect des droits de la défense.

§ 5. Lorsque des renseignements doivent être demandés en matière administrative, l'Assemblée ou la commission adresse une demande écrite au membre du Collège compétent, qui y donne suite immédiatement.

Art. 5. Le président de l'Assemblée ou le président de la commission a la police de la séance. Il l'exerce dans les limites des pouvoirs attribués aux présidents des cours et tribunaux.

Art. 6. Les outrages et les violences envers les membres de l'Assemblée qui procèdent ou assistent à l'enquête sont punis conformément aux dispositions du chapitre II, titre V, livre II, du Code pénal concernant les outrages et violences envers les membres des chambres législatives.

Art. 7. Toute personne peut être appelée comme témoin. La convocation se fait par écrit et, au besoin, par citation.

Toute personne citée pour être entendue en témoignage sera tenue de comparaître et de satisfaire à la citation sous peine d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de cinq cents francs à dix mille francs. Les dispositions du livre 1^{er} du Code pénal, sans exception du chapitre VII et de l'article 85, sont applicables.

Art. 8. Les témoins, les interprètes et les experts sont soumis devant l'Assemblée, la commission ou le magistrat commis, aux mêmes obligations que devant le juge d'instruction.

Avant d'être entendus, les témoins sont tenus de présenter l'invitation ou la convocation à témoigner, il en est fait mention dans le procès-verbal. Avant son audition, le témoin décline ses nom, prénoms, profession, lieu et date de naissance et domicile.

Les témoins et experts prêtent ensuite le serment de dire toute la vérité et rien que la vérité.

Les experts confirment leurs rapports verbaux ou écrits par le serment suivant : "Je jure avoir accompli ma mission en honneur et conscience, avec exactitude et probité".

Le procès-verbal des témoignages est signé soit immédiatement, soit au plus tard un mois à dater de l'audition par le président et par le témoin, après que lecture lui en ait été faite et qu'il ait déclaré persister en ses déclarations. Aucun interligne ne pourra être fait, les ratures et renvois seront approuvés et paraphés par le président et le témoin.

Si le témoin refuse de signer ses dépositions, il en sera fait mention au procès-verbal.

Sans préjudice de l'invocation du secret professionnel visé à l'article 458 du Code pénal, tout témoin qui, en faisant une déclaration conforme à la vérité, pourrait s'exposer à des poursuites pénales ou disciplinaires, peut refuser de témoigner. Le président de l'Assemblée ou de la commission l'en informe préalablement à l'audition.

Art. 9. Les témoins, les interprètes et les experts sont soumis devant l'Assemblée, la commission ou le magistrat commis, aux mêmes obligations que devant le juge d'instruction.

Art. 10. Le coupable de faux témoignage, l'interprète et l'expert coupables de fausses déclarations, le coupable de subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes, seront punis d'un emprisonnement de deux mois à trois ans et privés de l'exercice du droit de vote et d'éligibilité pendant cinq ans au moins et dix ans au plus.

Lorsque le coupable de faux témoignage, l'interprète ou l'expert coupables de fausses déclarations aura reçu de l'argent, une récompense quelconque ou des promesses, il sera condamné en outre à une amende de cinquante francs à trois mille francs. La même peine sera appliquée aux suborneurs, sans préjudice des autres peines.

Le faux témoignage est consommé lorsque le témoin, ayant fait sa déposition, a déclaré y persister.

Si le témoin est appelé pour être entendu à nouveau, le faux témoignage n'est consommé que par la dernière déclaration du témoin qui persiste dans sa déclaration.

Art. 11. Les procès-verbaux constatant des indices ou des présomptions d'infractions seront transmis au procureur général près la Cour d'appel pour y être donné telle suite que de droit.

Art. 12. Les indemnités dues aux personnes dont le concours a été requis dans l'enquête sont réglées conformément au tarif des frais en matière civile.

Art. 13. En conformité avec son règlement, l'Assemblée met sans délai à la disposition de la commission les moyens indispensables à l'accomplissement de sa mission.

Art. 14. La commission consigne la relation de ses travaux dans un rapport public. Elle acte ses conclusions et formule, le cas échéant, ses observations quant aux responsabilités que l'enquête révèle, et ses propositions sur une modification de la législation.

Les pouvoirs de la commission cessent en cas de dissolution de l'Assemblée qui a ordonné l'enquête. Ils sont suspendus par la clôture de la session, à moins que l'Assemblée n'en décide autrement.

Art. 15. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 14 janvier 1999.

H. HASQUIN,

Président du Collège de la Commission communautaire française, chargé du Budget, des Relations avec la Communauté française et la Région wallonne, ainsi que des Relations internationales.

Ch. PICQUE,

Membre du Collège, chargé de l'Aide aux personnes.

D. GOSUIN,

Membre du Collège, chargé de la Culture, du Sport et du Tourisme,

E. ANDRE,

Membre du Collège, chargé de la Formation professionnelle et permanente des Classes moyennes.

E. TOMAS,

Membre du Collège, chargé de la Santé, de la Reconversion et du Recyclage professionnels, de l'Enseignement, de la Promotion sociale, du Transport scolaire et de la Fonction publique.

—
Note

(1) *Session ordinaire 1998-1999*

Documents de l'Assemblée. — Projet de décret : 67, n° 1. — Rapport : 67, n° 2.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 18 décembre 1998.

—
VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 99 — 293

[C - 98/31026]

14 JANUARI 1999. — Decreet tot opheffing en vervanging van het decreet van 16 december 1994 tot vaststelling van de onderzoeksprocedure (1)

De Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie heeft aangenomen en Wij, College, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet heft het decreet van 16 december 1994 tot vaststelling van de onderzoeksprocedure op en vervangt het.

Art. 2. § 1. In het raam van de door haar bepaalde opdracht oefent de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie zelf of een in haar schoot gevormde commissie het onderzoeksrecht uit voor elke zaak die in verband staat met de aangelegenheden waarvoor de uitoefening haar werd overgedragen krachtens artikel 138 van de Grondwet.

§ 2. De onderzoeken die worden gevoerd door de Vergadering treden niet in de plaats van de rechterlijke macht waarmee zij kunnen samenlopen, zonder het verloop ervan evenwel te belemmeren.

§ 3. De Commissie wordt samengesteld en beraadslaagt overeenkomstig de regels die zijn vastgesteld door de Vergadering.

Wanneer de uitoefening van het onderzoeksrecht toevertrouwd wordt aan een commissie, heeft ieder lid van de Vergadering het recht om het onderzoek van de commissie bij te wonen, tenzij de Vergadering of de commissie anders beslist.

Art. 3. De vergaderingen van de Vergadering of van de commissie die het onderzoeksrecht uitoefent, zijn openbaar. De Vergadering of de commissie kan, op ieder ogenblik, beslissen om achter gesloten deuren te vergaderen.

Een ieder die in eender welke hoedanigheid de niet voor het publiek toegankelijke vergaderingen van de Vergadering of van de commissie bijwoont of eraan deelneemt, heeft zwijgplicht. Iedere schending van dit beroepsgeheim wordt bestraft overeenkomstig de bepalingen van artikel 458 van het Strafwetboek. Indien een lid van de Vergadering het beroepsgeheim schendt, zal hij daarenboven gestraft worden op basis van het reglement van de Vergadering.

Art. 4. § 1. De Vergadering of de commissie, alsook hun voorzitter voor zover deze hiertoe gemachtigd zijn, kunnen alle onderzoeksmaatregelen nemen die voorzien zijn in het Wetboek van Strafvordering.

De leden van de Vergadering of van de commissie hebben dezelfde verplichtingen als de onderzoeksrechters.

§ 2. Voor de volbrenging van de onderzoekstaken die voorafgaandelijk worden bepaald, kan de Vergadering of de commissie een verzoekschrift sturen naar de eerste voorzitter van het Hof van Beroep, die één of meerdere raadgevers bij het Hof van Beroep aanstelt of één of meerdere rechters bij de rechtbank van eerste aanleg van het rechtsgebied in hetwelk de onderzoeksplichten dienen te worden vervuld. Indien het gaat om het rechtsgebied van het Hof van Beroep van Brussel moeten deze raadgever(s) of rechter(s) tot de Franse taalrol behoren.

Voor de volbrenging van deze onderzoeksplichten staat de aangestelde magistraat onder de leiding van de voorzitter van de commissie. Hij stelt een schriftelijk verslag op met hierin de resultaten van zijn onderzoek.

Indien nodig kan de aangestelde magistraat optreden buiten zijn rechtsgebied en zijn onderzoek uitbreiden tot gans het Koninkrijk.

§ 3. Wanneer de onderzoeksmaatregelen een beperking inhouden van de bewegingsvrijheid alsook een inbeslagname van materiële goederen, een huiszoeking of verhoor, het kennismaken en aftappen van privé-gesprekken of berichten moet beroep worden gedaan op de volgens §2 aangestelde magistraat.

Artikelen 35 tot 39 en 90ter tot 90nonies van het Wetboek van Strafvordering aangaande de inbeslagname van materiële goederen en het af luisteren, het kennismaken en aftappen van privé-gesprekken of berichten zijn toepasbaar door de in vorig lid bedoelde magistraat.

§ 4. Wanneer criminele, correctionele, politionele en disciplinaire inlichtingen moeten worden gevraagd, richt de Vergadering of de commissie aan de procureur-generaal bij het Hof van Beroep of aan de Auditeur-generaal bij de Krijgsraad een schriftelijk verzoek voor de afgifte van een afschrift van de onderzoeksplichten en procedurehandelingen die zij meent nodig te hebben.

Als deze magistraat, in een met reden omklede beslissing, meent dat dit verzoek niet kan worden ingewilligd, kunnen de Vergadering, de commissie of hun voorzitter een beroep indienen bij het college van de eerste voorzitter bij het Hof van Cassatie, van de voorzitter bij het Arbitragehof en van de eerste voorzitter bij de Raad van State.

Het college zetelt achter gesloten deuren en regelt de procedure. Het kan de voorzitter van de commissie en de betrokken magistraat onverwijld horen. Het doet definitief uitspraak over het conflict aan de hand van een met redenen omklede beslissing uitgebracht in een openbare zitting, rekening houdend met de belangen en meer bepaald met in achtname van de rechten van de verdediging.

§ 5. Wanneer administratieve inlichtingen moeten worden gevraagd, richt de Vergadering of de commissie een schriftelijk verzoek aan het lid van het bevoegd College die hieraan onmiddellijk gevolg geeft.

Art. 5. De voorzitter van de Vergadering of de voorzitter van de commissie is belast met de ordehandhaving van de zitting. Hij oefent dit uit binnen de perken van de bevoegdheden die zijn verleend aan de hoven en rechtbanken.

Art. 6. Smaad en geweld ten aanzien van de leden van de Vergadering die overgaan tot het onderzoek of hieraan deelnemen, worden gestraft overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk II, titel V, boek II van het Strafwetboek betreffende smaad en geweld ten aanzien van de leden der wetgevende kamers.

Art. 7. Ieder persoon kan worden opgeroepen als getuige. De oproeping gebeurt schriftelijk en, indien nodig, bij dagvaarding.

Ieder persoon die wordt gedagvaard als getuige moet verschijnen en ingaan op de dagvaarding op straffe van een gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden en een geldboete van vijfhonderd tot tienduizend frank. De bepalingen van boek I van het Strafwetboek zijn, met inbegrip van hoofdstuk VII en artikel 85, van toepassing.

Art. 8. De getuigen, tolken en deskundigen hebben, voor de Vergadering, de commissie of de magistraat, dezelfde verplichtingen als voor de onderzoeksrechter.

Alvorens zij gehoord worden, moeten de getuigen de uitnodiging of oproepingsbrief tot getuigenis voorleggen ; hiervan wordt melding gemaakt in het proces-verbaal. Alvorens de hoorzitting begint, vermeldt de getuige zijn naam, voornamen, beroep, geboorteplaats en -datum en woonplaats.

De getuigen en deskundigen leggen vervolgens de eed af waarbij zij verklaren de waarheid te vertellen en niets anders dan de waarheid.

De deskundigen bevestigen hun geschreven of mondelinge verslagen met de volgende eed : « Ik zweer dat ik mijn taak in eer en geweten, juist en eerlijk heb vervuld ».

Het proces-verbaal van de getuigenissen wordt ofwel onmiddellijk, ofwel uiterlijk een maand na de hoorzitting ondertekend door de voorzitter en door de getuige, na lezing en verklaring van laatstgenoemde dat hij bij zijn verklaringen blijft. Er mag niet tussen de regels geschreven worden, de doorhalingen en verwijzingen worden goedgekeurd en geparafeerd door de voorzitter en de getuige.

Indien de getuige zijn verklaringen weigert te ondertekenen, wordt hiervan melding gemaakt in het proces-verbaal.

Onverminderd de inroeping van het beroepsgeheim bedoeld in artikel 458 van het Strafwetboek kan iedere getuige die door een waarheidsgetrouwe verklaring af te leggen, strafrechtelijk of disciplinair vervolgd riskeert te worden, weigeren om te getuigen. De voorzitter van de Vergadering of van de commissie brengt hem hiervan vóór de hoorzitting op de hoogte.

Art. 9. De getuigen, de tolken en deskundigen hebben, voor de Vergadering, de commissie of de magistraat, dezelfde verplichtingen als voor de onderzoeksrechter.

Art. 10. Wie zich schuldig maakt aan een valse getuigenis, de tolk of de deskundige die zich schuldig maakt aan valse verklaringen, wie zich schuldig maakt aan omkoperij van getuigen, deskundigen of tolken, wordt gestraft met een gevangenisstraf van twee maanden tot drie jaar en wordt ontzet uit het stemrecht en recht om verkozen te worden gedurende minstens vijf jaar en hoogstens tien jaar.

Wanneer diegene die zich schuldig maakt aan een valse getuigenis, de tolk of de deskundige die zich schuldig maakt aan valse verklaringen geld, een of andere beloning of beloften heeft gekregen, wordt die bovendien veroordeeld tot een geldboete van vijftig tot drieduizend frank. Dezelfde straf wordt toegepast jegens de omkopers, onverminderd de andere straffen.

De valse getuigenis is voltooid wanneer de getuige die zijn getuigenis heeft afgelegd, verklaard heeft hierin te volharden.

Indien de getuige opgeroepen wordt om opnieuw te worden verhoord, is de valse getuigenis pas voltooid bij de laatste verklaring van de getuige die in zijn verklaring volhardt.

Art. 11. De processen-verbaal met de aanwijzingen of vermoedens van inbreuken worden overhandigd aan de procureur-generaal bij het Hof van Beroep om er gevolg aan te geven welk het recht vereist.

Art. 12. De vergoedingen welke verschuldigd zijn aan personen die bij het onderzoek dienden mee te werken worden geregeld volgens het tarief der kosten in burgerlijke zaken.

Art. 13. De Vergadering stelt, overeenkomstig haar reglement, onverwijld de middelen ter beschikking van de commissie die nodig zijn om haar taak te kunnen volbrengen.

Art. 14. De commissie verslaat het relaas van haar werkzaamheden in een openbaar verslag. Zij neemt akte van haar conclusies en formuleert desgevallend haar bemerkingen over de verantwoordelijkheden die het onderzoek aan het licht brengt en haar voorstellen voor een wetswijziging.

De bevoegdheden van de commissie komen ten einde in geval van ontbinding van de Vergadering die het onderzoek bevolen heeft. Deze worden opgeschort bij het afsluiten van de zittingsperiode, tenzij de Vergadering anders beslist.

Art. 15. Dit decreet treedt in werking de dag dat het gepubliceerd wordt.

Bekrachtigen dit decreet, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 14 januari 1999.

H. HASQUIN,

Minister, Voorzitter van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, belast met Begroting, Betrekkingen met de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, alsook met Internationale Betrekkingen.

Ch. PICQUE,

Minister, Lid van het College, belast met Bijstand aan Personen.

D. GOSUIN,

Minister, Lid van het College, belast met Cultuur, Sport en Toerisme.

E. ANDRE,

Minister, Lid van het College, belast met Beroepsopleiding en Permanente Opleiding van de Middenklasse.

E. TOMAS,

Minister, Lid van het College, belast met Gezondheid, Beroepsomscholing en Bijscholing, Onderwijs, Sociale Promotie, Leerlingenvervoer en Openbaar Ambt.

Nota

(1) Gewone zitting 1998-1999

Documenten van de Vergadering. — Ontwerpdecreet : 67, nr. 1. — Verslag : 67, nr. 2.

Volledig verslag. — Debat en aanneming, Zitting van 18 december 1998.